

Le dialogue à l'université de Besançon ? Intervention policière et garde à vue !

Ce mardi 14 Février, le syndicat AMEB Solidaires étudiant-e-s appelait à une occupation pacifique du Conseil d'Administration de l'Université pour protester contre leur décision d'appliquer la réforme de la sélection en master. Cette réforme marque une avancée dans la logique élitiste et méritocrate qui tend à se développer dans les universités. Elle va renforcer la reproduction sociale et les logiques discriminatoires déjà à l'œuvre.

Il n'y a eu aucune violence, tout s'est déroulé dans le calme. Jusqu'à l'intervention de la police, l'atmosphère était bon enfant, les étudiant-e-s avaient confectionné des masques en papier à l'effigie du président de l'Université.

Au lieu de négocier et d'engager le dialogue, la présidence a choisi la force en faisant appel à l'intervention des forces de police, rompant ainsi la franchise universitaire qui interdit aux forces de l'ordre de pénétrer dans un campus universitaire. Les personnes mobilisées ont été violemment empoignées, frappées, écrasées, plaquées au sol puis menottées les mains dans le dos par une vingtaine de policiers en tenue anti-émeute. Toutes les dégradations sont le fait des forces de l'ordre.

19 étudiant-e-s ont été emmené-e-s par les forces de l'ordre au commissariat, pour être tou-te-s placé-e-s en garde à vue, pour « séquestration » alors que seule l'entrée principale du conseil d'administration était bloquée et que d'autres issues avaient été laissées libres.

A ce jour, 17 personnes ont été libérées sans poursuites, mais la garde à vue a été prolongée de 24h pour deux de nos camarades. Ils sont concernés par 8 charges d'accusation (violence volontaire, rébellion, séquestration, dégradation, outrage, intrusion, refus de prélèvement d'ADN et d'empreintes).

Cette répression, ainsi que cette accumulation de charges contre nos camarades sont inadmissibles et totalement disproportionnées.

Bel exemple de la conception du dialogue à l'Université de Besançon! Les revendications des étudiant-es sont pourtant légitimes et méritent mieux que le recours à la police pour les faire taire.

L'Union syndicale Solidaires dénonce l'attitude de la présidence de l'Université de Besançon et exige :

- La libération immédiate de nos camarades, et l'abandon de toutes les poursuites
- La démission du président de l'Université de Besançon, Jacques BAH
- L'abrogation de la réforme de la sélection en Master, contre laquelle nos camarades manifestaient.

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org contact@solidaires.org,

144 boulevard de la Villette 75019 Paris, 01 58 39 30 20

